

10 JOURS POUR HACKER LE TRAVAIL

**et quelques enseignements
tirés du confinement...**

Pascal Lorne

FONDATEUR ET CEO DE GOJOB

Pascal Lorne est fondateur et CEO de Gojob, agence d'intérim créée en 2015. Après avoir dirigé les destinées de plusieurs entreprises de la tech en Europe et aux USA, il lance cette plateforme, qui devient la première place de marché du travail temporaire 100% digitale en Europe.

Gojob compte déjà plus de 150 000 travailleurs et plus de 2000 clients, dont les principaux groupes européens du secteur automobile, de la distribution, de la logistique et du secteur bancaire.

Serial entrepreneur, il décide de s'impliquer dans l'accompagnement du changement sociétal.

Au-delà de cet engagement comme patron d'entreprise, il participe activement (en tant que président ou co-fondateur) à de nombreux *think tanks* et associations à la pointe de l'innovation, tels que la French Tech, French Impact, le Campus de l'inclusion, avec la volonté de faire bouger les lignes sur l'ensemble du territoire.

Sommaire

Introduction	17
PREMIER JOUR	
Luttons contre les prophètes du malheur	23
Repenser l'engagement des salariés au travail	43
DEUXIÈME JOUR	
Réinventons l'apprentissage	47
Détaxer le contrat d'apprentissage et le rendre obligatoire dès la sixième	72
TROISIÈME JOUR	
Abolissons le CDI	75
Pour le contrat unique	96
QUATRIÈME JOUR	
Réhabilitons le chômage !	99
Réformer radicalement l'assurance chômage	119
CINQUIÈME JOUR	
L'arnaque de l'autoentrepreneuriat	123
Mettre fin au salariat déguisé par l'autoentrepreneuriat	143
SIXIÈME JOUR	
GAFAM: le casse du siècle	147
Défendre le contrat de travail	166

DIX JOURS POUR HACKER LE TRAVAIL

SEPTIÈME JOUR

Pour l'Union européenne du travail 169

**Remettre en question le détachement du travail
tant que l'intégration sociale n'aura pas eu lieu** 191

HUITIÈME JOUR

Travail et IA: naissance d'une intelligence 195

Renforcer la formation interne aux entreprises 214

NEUVIÈME JOUR

Vers la dignité retrouvée 217

Faire les États généraux du travail 235

DIXIÈME JOUR

Le premier jour après le COVID-19 239

Postface 263

Table des matières 267

Introduction

Au printemps 2020, le monde s'est brutalement arrêté. Un virus venu de Chine, sans traitement connu, réussit à faire plier le système économique le plus complexe de l'histoire du monde. Cette maladie a su s'appuyer sur les fragilités de notre économie mondiale: son interconnexion, son interdépendance, sa rapidité. D'un coup, tout ce que nous avons construit, tout ce qui nous apparaissait acquis depuis la fin des grands conflits qui ravagèrent le monde pendant la première moitié du xx^e siècle, a été remis en question. De notre liberté de mouvement à nos systèmes de protection sociale – et notamment nos systèmes de soin –, tout fut interrogé. Et pour nous protéger, nous avons recouru à l'isolation et au

DIX JOURS POUR HACKER LE TRAVAIL

confinement, faute de moyens. La société globale a été mise en résidence surveillée. Tout cela pour nous protéger.

Il est encore trop tôt aujourd'hui pour saisir toutes les implications d'une crise si totale du modèle global. Pour autant, au moment où le président de la République a annoncé avec raison que nous étions «en guerre» face à la contagion, j'avais entamé, depuis longtemps déjà, une réflexion sur le travail. Depuis le début de la Troisième Révolution industrielle, ce processus enclenché à la fin du xx^e siècle qui a vu les nouvelles technologies de l'information et de la communication révolutionner les sociétés, les économies, les pratiques politiques et culturelles, le travail tel que nous l'avons connu depuis 1945 doit évoluer. Autrement dit, nous devons repenser le travail à l'ère de la mondialisation et du digital.

Cette réflexion est rendue d'autant plus urgente qu'une partie des intellectuels et des politiques en France semble vivre dans l'illusion que la société serait meilleure si la part du travail dans nos vies était réduite à la portion congrue. J'affirme au contraire que le travail, plus que jamais, joue un rôle de pilier dans nos sociétés. Autrement dit, aujourd'hui, le travail est une valeur de plus en plus décriée. D'un côté, le travail et ses pratiques évoluent face aux grandes ruptures que représentent le vieillissement de la population, la révolution digitale et la mondialisation des biens et des services. De l'autre, de plus en plus de figures médiatiques contestent l'importance et les bienfaits du travail. Mais le travail n'a rien de négatif en soi; reste à en réaffirmer la valeur.

INTRODUCTION

Contre le revenu universel, devenu la mesure phare de ceux qui défendent cette société sans travail, je défends la société du travail universel. Dans des sociétés inquiètes, notamment la France, qui détient le record de la consommation d'anxiolytiques, le travail est un vecteur d'optimisation du potentiel individuel et collectif. Je ne veux pas seulement faire l'éloge du travail, mais aussi montrer en quoi il est une valeur fondamentale, une grande ressource de potentiel pour nous toutes et tous. Nous vivons dans un pays, la France, et dans un continent, l'Europe, qui font face à des bouleversements majeurs dans tous les domaines: modification des équilibres économiques, tensions sociales, crise de la démocratie. Face aux deux superpuissances géopolitiques que sont la Chine et les États-Unis, nous passons de plus en plus pour un acteur mineur. Le manque de réponse européenne aux bouleversements mondiaux, dont le coronavirus est le dernier exemple en date, est un signe de plus qu'il nous faut achever la construction européenne pour nous doter du poids critique dont nous avons besoin pour peser face aux géants mondiaux. Je crois profondément que le travail, comme valeur et comme pratique, est une solution à cet état de crise permanent.

D'abord, il est un catalyseur de la dignité humaine. Sans travail, on n'est plus rien. Pas seulement parce que l'on ne gagne plus sa vie ou que l'on dépend du soutien de ses proches ou de la société, mais parce que l'on ne se réalise plus. Deuxièmement, le travail est un vecteur de cohésion sociale et politique. Une démocratie qui ne parvient pas à assurer du travail à ses citoyens est une démocratie en crise. Elle alimente la défiance et se met

DIX JOURS POUR HACKER LE TRAVAIL

en danger. Elle échoue surtout à assurer le bonheur collectif et individuel. À l'inverse, une société du travail est une société engagée dans laquelle le travail salarié, l'engagement et le travail bénévole se complètent. Troisièmement, le travail n'est pas une fatalité. Il n'est pas quelque chose que l'on est condamné à subir jusqu'au premier jour des vacances, puis jusqu'au premier jour de la retraite. Il faut cesser de le voir comme l'ennemi du bonheur et, au contraire, revendiquer que c'est par le travail que l'on s'affirme individuellement. À ce titre, l'entreprise, pourvoyeuse de travail et espace d'innovation, est un lieu qui permet le développement individuel et l'invention collective.

Le coronavirus a démontré deux choses dans le domaine du travail. D'abord, que nous avons un besoin croissant de souplesse et d'adaptabilité. En quelques jours, il a fallu organiser le télétravail de millions de Français. Travailleurs du public et du privé ont dû trouver les solutions pour poursuivre leur activité le plus normalement possible. Tout est là. Dans cette idée que la norme serait le travail vissé à son fauteuil de bureau, selon des logiques hiérarchiques et des schémas hérités d'une époque, les Trente Glorieuses, qui n'a plus rien à voir avec la nôtre. Sauf que ce n'est plus le cas aujourd'hui. Il faut nous donner les moyens d'accélérer la libération du travail. C'est d'autant plus nécessaire que l'intelligence artificielle a entamé un processus de destruction créatrice sans précédent dans l'histoire du monde. Nous devons nous y préparer. Ensuite, ces mesures de confinement ont mis en évidence l'inégalité des individus devant le travail. Certaines multinationales, affranchies des souverainetés nationales, peuvent continuer